

Comment le gouvernement muselle méthodiquement toute velléité de reprise de la croissance

L'engagement "gravé dans le marbre" qu'il n'y aura plus d'impôts nouveaux est si peu crédible qu'il suscite des controverses au sein même du gouvernement.

Avec Michel
Garibal

Parole, parole... Les discours officiels se succèdent et leurs promesses sont emportées par le vent comme les feuilles d'automne. L'insistance dans les propos, les engagements successifs martelés à longueur de journée ne résistent pas au manque de fermeté dans l'action, aux revirements incessants dans la conduite des affaires de l'Etat. Le tout jalonné par **une succession de principes toujours réaffirmés, jamais entrés dans les faits**. Il y a eu d'abord l'inversion de la courbe du chômage, leitmotiv quotidien du président de la République pendant les deux premières années du quinquennat, le retour de la croissance affiché à son de trompe. Désormais, c'est l'engagement "gravé dans le marbre" qu'il n'y aura plus d'impôts nouveaux. Un engagement dont la pusillanimité est si forte qu'il suscite des controverses au sein même du gouvernement, tant il est démenti par les faits.

[>>> A lire également : Hausse des impôts : démenti ou pas de Christian Eckert, l'Etat devra trouver au moins 6 milliards en 2015 et voilà où il ira vraisemblablement les chercher](#)

Le véritable étonnement provient de cette opiniâtreté du pouvoir à se tenir en permanence dans un déni de réalité. Pourquoi continuer à égrener en permanence des mensonges sur la situation du pays, alors que les Français peuvent mesurer chaque jour le divorce entre les affirmations tombant de l'Elysée ou de Matignon et l'évolution de la situation à laquelle ils sont confrontés ?

Pour l'instant, le discours tient lieu de réforme. Et les dérapages au niveau des comptes publics risquent de s'accélérer puisqu'on ne voit apparaître aucun signe de réelle maîtrise de la gestion du pays. En premier lieu, les dépenses prévues sont toujours sous-estimées, afin de camoufler le bricolage auquel leurs prévisions donnent lieu. Elles reposent aussi sur une surestimation de la croissance, qui n'atteindra pas le un pour cent affiché dans la loi de finances. De plus, les recettes fiscales sont déjà inférieures de plus de six milliards d'euros aux prévisions du collectif de juin et le déficit budgétaire sera lui aussi plus élevé que prévu avec le risque d'approcher en fin d'année la barre des 90 milliards d'euros au lieu des 87 estimés en septembre. Au demeurant, la Commission européenne a toutes les peines du monde à retrouver les 21 milliards d'économies promis par Paris, tandis que les 3,6 milliards supplémentaires sortis du chapeau du ministre des Finances continuent de laisser pantois les observateurs en raison du flou qui les entoure.

Par ailleurs, il y a le resserrement de l'étau fiscal pour les particuliers comme pour les entreprises sous forme de hausses d'impôts, de taxes, de réduction de subventions ou d'avantages divers qui accroissent la pression et vont peser un peu plus sur l'activité. Rien de tel pour museler davantage toute velléité de reprise et ceci malgré l'atout provoqué par l'effondrement des taux d'intérêt qui allège le poids de la dette. Avec trois dangers principaux : l'aggravation des prestations sociales liée à la crise et à un laxisme dans les contrôles, l'emballement des dépenses militaires en raison des engagements des forces armées sur plusieurs théâtres d'opérations extérieures, enfin le risque de voir les collectivités locales accroître la charge fiscale plutôt que de réduire leurs dépenses à l'image de ce que fait un Etat qui diminue fortement ses crédits d'intervention.

Au total, **la situation financière du pays continuera de se dégrader et la France n'a pas fini de se faire tancer par Bruxelles**, tant qu'elle ne se décidera pas à prendre à bras de corps le train de vie de l'Etat et à lutter contre le gaspillage des deniers publics. Pour cela, il faudrait renoncer au laxisme qui reste la pierre angulaire de la politique gouvernementale.